

Société -

Article paru le 4 août 2009

Imprimer

Fermer

SOCIÉTÉ**La cité U expulse ses étudiants sans prendre de gants**

Logement . Les étudiants commencent à être délogés du bâtiment de la cité U d'Antony. Sans proposition alternative.

C'est ce qui s'appelle devoir débarrasser le plancher. Jour après jour, les étudiants de la résidence universitaire d'Antony (RUA) sont délogés avant la destruction programmée du bâtiment C. Ainsi, sans autre forme de procès, et parfois sans avis d'expulsion préalable, les serrures sont remplacées et l'étudiant retrouve ses affaires dans un sac-poubelle, alors même que son bail court jusqu'à la fin du mois. 548 logements sont ainsi voués à la démolition sur les 2 051 que compte la résidence Jean-Zay, l'une des plus grandes d'Europe (15 % des logements étudiants d'Île-de-France).

Un « moratoire des expulsions estivales » est demandé par les Verts des Hauts-de-Seine. De son côté, l'UNEF a lancé un appel pour sauver la cité U signé par 28 personnalités, dont Lionel Jospin, Marie-George Buffet ou encore Jean-Luc Mélenchon. Au regard de la pénurie de logements étudiants, trouver un nouveau logis à des prix similaires risque, pour les expulsés de Jean-Zay, de relever du parcours du combattant. Et les logements neufs promis par Patrick Devedjian, président UMP du conseil général des Hauts-de-Seine, seront sans nul doute plus coûteux que ces studios à 126 euros et deux-pièces à 202 euros.

Cela fait d'ailleurs plus de quinze ans que Patrick Devedjian a la résidence dans le collimateur. Déjà, en 1995, il se plaisait à décrier ce « kyste urbain », qui se dresserait entre le centre-ville et le parc de Sceaux. Selon la communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvres (CHAB), qui gère désormais cette « ville dans la ville », les bâtiments seraient dans un état avancé de dégradation. Faute d'entretien et d'indifférence. En réalité, seule une aile souffrirait réellement de vétusté. L'argument d'un budget de réhabilitation trop élevé (40 millions d'euros) a ainsi été avancé par Patrick Devedjian. Pourtant, le bâtiment est lui-même estimé à plus de 66 millions d'euros et la reconstruction d'autres sites se révélerait encore plus onéreuse. Depuis le gouvernement Jospin, des crédits sont par ailleurs proposés pour la réhabilitation mais n'ont jamais été utilisés par le CROUS.

Lina Sankari